PLR
Les Libéraux-Radicaux

TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | Nº 4 | MERCREDI 27 AVRIL 2022

sommaire

Édito – Recommandations de vote	2
EC 2022 – Suite et fin	8-10
Point fort	11
Les députés en action	12
Jeunes Libéraux-Radicaux Vaud	13
Question de valeur	14
Frivolités essentielles	16

MESSAGE DU PRÉSIDENT
Bravo et merci
Page 3

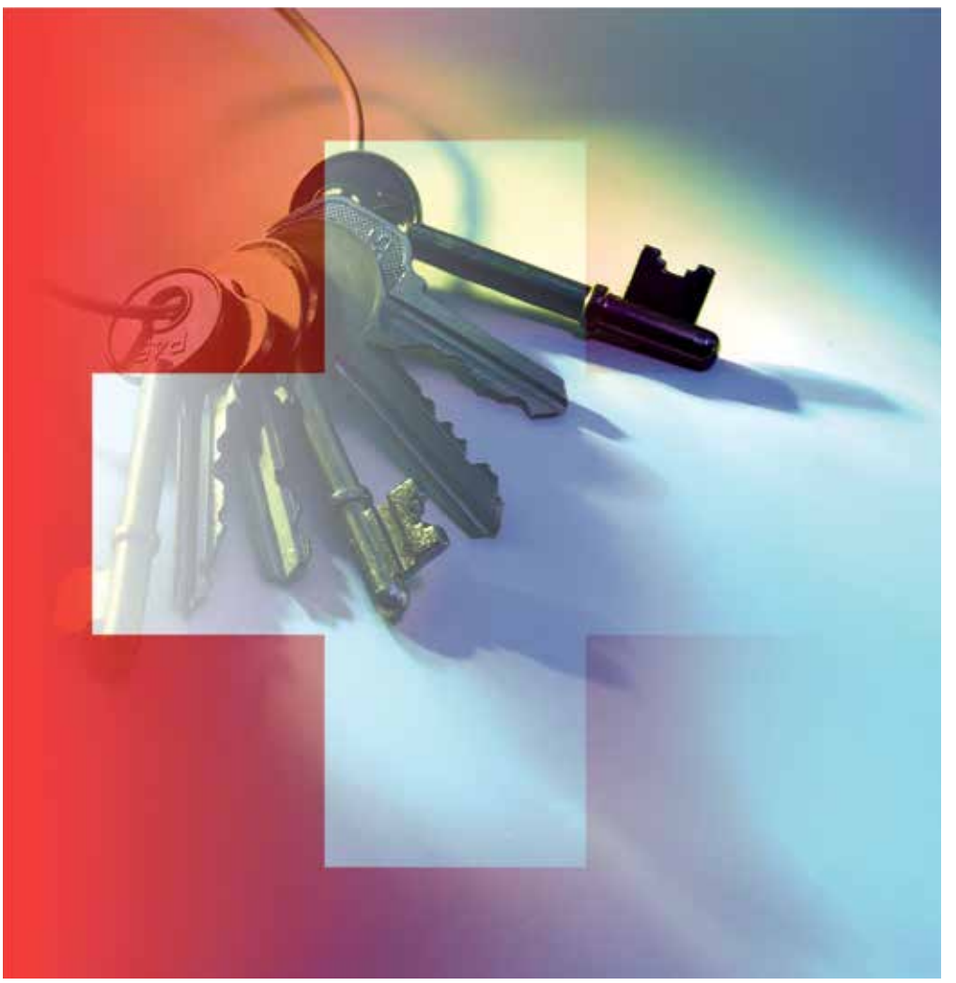
VOTATION
Frontex
Page 4

POLITIQUE FÉDÉRALE
La neutralité n'est pas synonyme de complaisance
Page 5

DANS LE MONDE
Guerre à l'Est
Page 15

VERS MOINS DE DÉPENDANCE

LES CLÉS DE NOS SOUVERAINETÉS



Les effets pervers d'une mondialisation poussée à l'extrême nous reviennent en boomerang et ça fait mal. Trop dépendants de l'étranger, à trop de niveaux, il nous faut retrouver une liberté d'action pour assurer notre sécurité. Redevenons souverains sans pour autant être protectionnistes. Analyse et commentaire...

Pages 6-7

JAB
CH-1005 Lausanne
Poste CH SA

Administration: Tribune, place de la Riponne 1, 1005 Lausanne, T: 021 323 72 78, F: 021 320 60 86, E: tribune@plr-vd.ch **Éditeur:** PLR Vaud **Rédaction:** Fabienne Guignard, rédactrice en chef, E: tribune@plr-vd.ch
Publicité: Urbanic Régie publicitaire, T: 079 278 05 94, E: info@urbanic.ch **c.c.p:** 12-234282-6 / IBAN: CH93 0900 0000 1223 4282 6 **Direction artistique:** Fabienne Guignard et Catherine Berney Mazza **Impression:** PCL Presses Centrales SA

La peur de manquer

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Conséquence directe et concrète de la guerre en Ukraine, l'un des plus grands producteurs de blé, de colza au monde ne pourra plus livrer à temps et partout la matière première vitale à nourrir les populations. Les silos et entrepôts sur son territoire sont soit bombardés par les Russes ou leurs contenus livrés en Crimée. Voilà donc une guerre qui va entrainer inévitablement des famines dans le monde entier.

Aucun pays n'a véritablement de souveraineté alimentaire qui permet en cas de crise grave d'assurer en suffisance sa nourriture de base. On se rappelle les premiers jours du confinement les clients se ruer sur la farine, les œufs, la levure, les pâtes et autre papier WC par peur de manquer. Il n'y avait pourtant aucune pénurie de rien. Alors aujourd'hui, on comprend que les réserves alimentaires, de médicaments ou d'autres ressources énergétiques risqueraient de ne pas suffire en cas de conflit prolongé. Les prix s'envolent.

Des élus cantonaux et fédéraux proposent d'augmenter la surface de terres arables de manière à pouvoir semer et récolter davantage. C'est le cas de notre député Jean-Luc Besançon qui a pris ce problème à bras le corps. Une flexibilité des normes en matière d'aménagement du territoire, limitée dans le temps (car il faudra bien continuer de répondre aux exigences de biodiversité nécessaires à la baisse de production de CO_2) serait donc nécessaire pour subvenir aux besoins vitaux des habitants. Une sorte de petit plan Wahlen préventif où des zones en jachère deviendraient des zones agricoles. Avec pourtant un hic de taille, les engrais pour fertiliser les sols que nous importons d'Ukraine vont aussi manquer.

La sécurité alimentaire, c'est du sérieux. Voilà une souveraineté, parmi d'autres, que la mondialisation nous avait fait oublier. Retrouver notre indépendance devient une nécessité vitale pour nos sociétés. La désintoxication sera brutale. Cela valait bien un dossier dans **TRIBUNE**.

PLR
Les Libéraux-Radicaux

Recommandations de vote du 15 mai 2022

Votations fédérales

OUI	**Modification de la loi sur le cinéma**
OUI	**Modification de la loi sur la transplantation**
OUI	**L'arrêté fédéral « Frontex »**

Bravo et merci

par Marc-Olivier Buffat,
président PLR Vaud, député

On ne peut que rappeler la fameuse phrase de Mark Twain : *«Parce qu'ils ne savaient pas que c'était impossible alors ils l'ont fait»*.

À l'issue du deuxième tour, l'Alliance vaudoise a pu remporter la majorité de quatre sièges au Conseil d'État ! Un basculement historique pour une alliance inédite.

Bravo et merci à toutes celles et ceux, membres et sympathisants PLR, présidents de section et d'arrondissement, qui se sont engagés sans relâche dans le cadre de cette campagne qui fut longue, difficile et couronnée de succès !

Les résultats sont clairs, l'Alliance vaudoise a voté compact. Les coups de crayons figurent sur les listes de l'Alliance rose-verte. Ce résultat n'aurait pas été possible sans le regroupement des forces. Cette élection est le résultat du travail d'équipe mené par les candidates et candidats de l'Alliance vaudoise et du dynamisme créé autour de cette belle équipe.

Certes, la non-élection de Michaël Buffat laisse un goût d'inachevé. Le suspens fut cependant haletant lors du dépouillement du deuxième tour et a fait longtemps espérer un 5-2 au Conseil d'État.

Nous aimerions souligner ici l'excellente collaboration que nous avons eue avec les partis de l'UDC et du Centre. Durant la prochaine législature et dès aujourd'hui, il faut préserver l'élan et le dynamisme de l'Alliance vaudoise !

L'agressivité voir le dénigrement dont a fait l'objet le candidat UDC démontre le désarroi de nos adversaires. Les réseaux sociaux et les médias ont aussi leur responsabilité dans cette stigmatisation. Le lendemain de l'élection, de gros titres sur l'échec de l'UDC ; pas grand-chose sur la défaite historique du PS relégué à 18 % et la perte d'un siège qui leur semblait acquis il y a encore quelques mois. À dire vrai, l'on ne voit pas comment le PS récupérerait ce siège à moyen ou court terme, mais là encore pas ou peu de commentaires. Pire, ceux-là même qui hier ironisaient sur l'âge ou le profil des candidats et candidates de droite, s'étonnent aujourd'hui de l'élection au Conseil d'État d'une jeune femme de droite que l'on qualifie un peu facilement *«d'inexpérimentée»*.

Dans le cadre de la prochaine législature, nul doute que Valérie Dittli pourra compter sur le soutien ferme du PLR et du Groupe PLR au Grand Conseil fort désormais de 50 représentants. Gageons qu'il en ira de même de l'UDC et pour une part au moins les élus et élues vert'lib' dont elle représentera une large partie de leurs idées.

Elle bénéficiera d'un large soutien pour, avec les trois élus et élues PLR, réaliser le programme de l'Alliance vaudoise. Il faudra faire preuve de cohésion tant à l'intérieur de notre parti qu'au sein des partis du centre-droite.

Une gauche revancharde annonce déjà des blocages et semble vouloir remiser aux oubliettes le compromis dynamique cher aux Vaudoises et aux Vaudois. Ils en assumeront alors la pleine responsabilité. Rappelons que lorsqu'elle était minoritaire au Conseil d'État, la droite a su faire preuve de consensus pour faire avancer notre canton et pour le bien de nos concitoyens. Par sa posture au lendemain des élections, la gauche ne paraît pas prête à en faire de même – c'est regrettable à une heure où notre canton doit faire face à des défis importants : hausse de l'inflation, pénurie de main-d'œuvre, pénurie de fournitures et matières premières, pénurie d'énergie.

Pour le PLR enfin, ces élections cantonales se clôturent par un triple succès : augmentation du nombre de députés au Grand Conseil (+1), élection au premier tour de Christelle Luisier et deux nouveaux élus au Conseil d'État Isabelle Moret et Frédéric Borloz ; une majorité de droite au Conseil d'État.

Et dire qu'on nous prédisait le pire il y a neuf mois !

Au final, les médias aboient, mais le PLR passe, passera encore et toujours ! Il reste un gage sûr de stabilité, d'avenir et d'innovation pour le canton de Vaud !

Une gauche revancharde annonce déjà des blocages et semble vouloir remiser aux oubliettes le compromis dynamique cher aux Vaudoises et aux Vaudois. Ils en assumeront alors la pleine responsabilité.

publicité

FRONTEX

La Suisse a plus que jamais besoin de collaboration dans le domaine sécuritaire et de l'asile

par Jacqueline de Quattro,
conseillère nationale

Qui croyait encore qu'une guerre d'agression contre un État souverain puisse éclater en Europe ? Un scénario qui est pourtant devenu réalité. C'est dans ce contexte international instable que s'inscrit la votation du 15 mai sur le renforcement de Frontex et sur le maintien de la Suisse dans l'espace Schengen. Des enjeux qui sont d'une importance majeure pour notre avenir sécuritaire et migratoire ainsi que pour notre avenir économique et européen.

En 2005, le peuple s'est prononcé en faveur des accords Schengen/Dublin. Pour faire face aux pressions migratoires accrues, l'Union européenne a décidé de renforcer l'Agence de surveillance des frontières et des côtes (Frontex). Il s'agit de la doter suffisamment en personnel en matériel et en moyens financiers.

En tant qu'État membre de Schengen, la Suisse doit contribuer proportionnellement à cette augmentation. Si elle refusait, elle serait alors exclue de Schengen dans les six mois. Et l'accord Dublin, qui règle la coopération transfrontalière dans le domaine de l'asile, deviendrait aussi caduc. Or nous avons plus que jamais besoin d'une collaboration européenne efficace en matière d'asile au vu de la guerre en Ukraine.

Si la Suisse est sûre, c'est notamment grâce à la coopération policière dans l'espace Schengen. Aujourd'hui nos autorités de sécurité ont accès au système d'information Schengen (SIS II) et au système d'information sur les visas (VIS). Ces deux bases de données sont des instruments de recherche centraux pour la police. Nos autorités de poursuite pénale reçoivent quotidiennement 30 à 35 informations sur des personnes potentiellement dangereuses. Schengen est donc un outil essentiel pour lutter contre la criminalité internationale et le terrorisme. Ce qui contribue à la sécurité intérieure.

Schengen, c'est aussi la liberté de circuler en Europe. Si nous refusions Frontex, la Suisse deviendrait une frontière extérieure de l'UE. Il faudrait alors réintroduire des contrôles. Or chaque jour, 2 200 000 personnes traversent nos frontières. Ce qui provoquerait des embouteillages ingérables à la douane et dans les aéroports. Les coûts atteindraient jusqu'à 3,2 milliards par an.

Schengen nous permet de voyager librement dans toute l'Europe et facilite la venue des touristes en Suisse. En cas de non, les touristes en provenance des marchés extra-européens seraient obligés d'obtenir un visa séparé pour entrer dans notre pays. Comme lors de la pandémie, les destinations qui accueillent ces visiteurs, seraient les premières touchées. La branche du tourisme s'attend à une perte de plus de 500 millions par an.

Sortir de Schengen enverrait enfin un signal négatif à l'Europe alors que nos relations sont déjà tendues. La disparition de Frontex ferait perdre à la Suisse son attrait en tant que site d'implantation pour les entreprises, la formation et la recherche.

Un référendum a été lancé par les milieux de gauche, alors que Parlement a approuvé à une large majorité le développement de Frontex. Les référendaires reprochent à Frontex de vouloir barricader l'Europe par la force et dénoncent des violations des droits de l'homme.

Constatant que la liberté et la démocratie sont attaquées non loin de nos frontières, le Congrès du PLR Vaud recommande à l'unanimité de rejeter le référendum et d'accepter Frontex.

Si la Suisse est sûre, c'est notamment grâce à la coopération policière dans l'espace Schengen.

Chaque franc compte…

Faites un don avec TWINT !

Scannez le code QR avec l'app TWINT

Confirmez le montant et le don

La neutralité n'est pas synonyme de complaisance

par Laurent Wehrli,
conseiller national

Dans le cadre de l'actuel dramatique conflit en Ukraine, la question de la neutralité suisse se pose avec acuité. Être neutre veut-il dire ne rien faire, ne pas réagir ? Mais si réactions il y a, jusqu'où celles-ci peuvent aller sans mettre en péril les principes de la neutralité suisse ?

Rappelons tout d'abord quelques principes de la neutralité suisse : elle est librement choisie par notre pays, elle est permanente, armée et reconnue dans le droit international. Pour mémoire, en 1815, lors du Traité de Vienne puis celui de Paris, les grandes puissances européennes – dont la Russie – ont déclaré que la neutralité perpétuelle de la Suisse est dans l'intérêt des États européens et garantissent dès lors l'inviolabilité du territoire national.

Tant du point de vue du droit que de la pratique, il convient de ne pas sur-idéaliser la neutralité au point de ne plus être neutre ! Il convient en particulier de demeurer attentif au fait qu'être neutre ne doit pas être compris comme un état de complaisance, voire pire une forme de soutien à l'une des parties dans un conflit. Ainsi ne pas réagir au nom d'une soi-disante neutralité en cas, par exemple, de violation grave du droit international par un État comme la Russie qui envahit un autre État l'Ukraine, reviendrait alors à soutenir l'action de l'État envahisseur !

Agir dans une telle situation comme un État neutre revient à marcher sur une arête en montagne. Mais cela, les Suisses savent bien le faire ! Les piliers de notre neutralité sont d'ailleurs clairs à ce sujet. Ainsi elle ne porte nullement atteinte au droit pour la Suisse de prendre librement des positions politiques, notamment au sein des instances internationales dont nous sommes membres (comme l'ONU, l'OSCE ou le Conseil de l'Europe) et de se mobiliser pleinement pour promouvoir le respect et la défense des valeurs fondamentales de la Suisse, telles que l'État de droit, les droits de l'Homme et de la Femme, la Démocratie. Parallèlement, la Suisse, avec sa large expérience de bons offices, donne à sa neutralité une orientation humanitaire axée sur la paix.

Ces piliers démontrent bien que lorsque le droit international est bafoué, lorsque des civils meurent, ce sont bien les valeurs que nous devons mettre en avant et défendre, et pas juste de savoir si économiquement une décision de critiques peut entraîner des conséquences ou non sur la vie en Suisse. Bien sûr, la mission des autorités suisses est de préserver notre pays, ses habitants, son économie, mais pas sans le respect de nos valeurs !

Ainsi, dans le domaine des sanctions, nous n'avons pas à prendre des sanctions uniquement suisses, mais nous devons éviter que si nous ne faisons rien, alors les sanctions internationales soient contournées via notre pays. Ainsi, nous n'avons évidemment pas à envoyer ou financer du matériel militaire à l'une ou l'autre des parties, mais nous pouvons, nous devons envoyer du matériel humanitaire et d'aide aux populations touchées. C'est ce que la Suisse a fait et continue à faire ! Marcher certes sur l'arête mais marcher sur le bon chemin, celui de la neutralité et de nos valeurs !

Lorsque le droit international est bafoué, lorsque des civils meurent, ce sont bien les valeurs que nous devons mettre en avant et défendre, et pas juste de savoir si économiquement une décision de critiques peut entraîner des conséquences sur la vie en Suisse.

Actu PLR Vaud

QR code

Votre QR code pour vous abonner à TRIBUNE ou faire un don...

publicité

Fiduciaire PAUX Conseils & Gestion

- Conseils fiscaux
- Gérance/ Administration PPE
- Comptabilité

Rue de la Gare 15 - 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

IL Y A TOUTES SORTES DE SOUVERAINETÉS ON L'AVAIT UN PEU OUBLIÉ...

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

À l'heure de la crise financière grecque, l'occasion m'avait été donnée de mettre pour la première fois la notion de souveraineté sur la table des réflexions dans un premier dossier de TRIBUNE sur la démocratie. Ses limites, ses failles, ses atouts. On commençait ici et là à reparler de patriotisme, de protectionnisme, de nationalisme, des termes qui peuvent toujours mener à des excès s'ils sont maniés par des partis extrémistes. On l'a malheureusement constaté ensuite et cette tendance est aujourd'hui dans le feu de l'actualité chez nos amis français.

La Chine, l'Asie en général, devenue l'atelier du monde ont ainsi pris de l'ascendant sur nos économies, mine de rien.

SOUVERAINETÉ POLITIQUE

La perte de la souveraineté politique, à laquelle la Grèce a dû renoncer presque dix ans par une succession de mémorandums qui l'ont mise dans un carcan juridique peu flexible, se révèle à l'Occident sous une nouvelle forme que nous n'avions pas vu venir, en tout cas pas si vite et si fort, celle de constater que nous nous étions mis volontairement, mondialisation oblige, dans une dépendance de producteurs étrangers dans de nombreux domaines.

Est-ce à dire que nous avons perdu notre liberté de gérer notre destin ? N'allons pas si loin mais l'exemple de la crise planétaire du Covid-19 puis de la guerre en Ukraine depuis quelques semaines seulement nous prouvent qu'un événement extérieur peut d'un coup venir changer les règles du jeu avec des conséquences bouleversantes pour les populations. L'inflation redevient dans certains pays un fléau que l'on croyait disparu ou pour le moins maîtrisable. C'est le cas en Suisse pour le moment. Les prix des produits de première nécessité prennent l'ascenseur partout dans le monde dont les classes défavorisées seront les premières victimes. Comme toujours.

SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE

Revenons deux ans en arrière. La pénurie des masques et de certains *« produits »* médicaux battait son plein. Pas de problème pensions-nous, on en reproduit vite fait. Eh bien non, pas vite fait car il n'y avait en fait que les Chinois qui les produisaient. Plus de livraisons car la Chine était elle aussi touchée par les premiers confinements. Choc mondial et tout particulièrement en Occident, habitué depuis des décennies à aller se servir chez ses voisins lointains pour des produits qu'ils estimaient de faible importance et produits là-bas à moindre coûts. La Chine, l'Asie en général, devenue l'atelier du monde avaient ainsi pris de l'ascendant sur nos économies, mine de rien, faisant au passage la joie de la *« fast fashion occidentale »* notamment.

Voilà que l'on s'est mis à parler de relocaliser le secteur industriel dans nos pays respectifs. Bonne idée. Sauf que cela demande du temps. La Suisse, par exemple, qui a toujours eu un secteur secondaire efficace sur son territoire, a été moins prise de court. On a acheté rapidement quelques machines-outils à produire des masques. On s'en est plutôt bien tiré et très rapidement le prix des masques a chuté. Fin de la pénurie. Nous étions aussi en capacité de produire des vaccins pour toute l'Europe car nous disposions d'infrastructures productives pharmaceutiques de qualité. Bref, nous avons été capables de nous adapter, mieux que d'autres pays, dirons-nous. Notre volonté politique de rester indépendant autant que faire se peut, de l'UE par exemple, n'y est peut-être pas totalement étrangère.

Une réflexion généralisée sur les risques d'une dépendance à l'étranger, sur tous les plans, a ainsi vu le jour un peu partout. On reparle de proximité, de local, de circuit court, de sécurité.

L'invasion de l'Ukraine par un voisin, qui ne nous aime pas, nous a pris à défaut et mis le doigt là où cela fait mal. Nous voilà à des degrés divers dépendants, voire extrêmement dépendants de leurs exportations. Ce qui n'était avec les masques qu'un problème logistique finalement mineur devient avec des produits vitaux non transférables un tout autre problème. Voilà que le secteur primaire, donc l'agriculture, est touché. Grenier de la planète la Russie et l'Ukraine nourrissent une bonne partie du monde. Ils sont aussi des pays à fortes industries fossiles, gaz et pétrole, mais aussi fournisseurs d'autres matières premières minières, de premier ordre, dont nos industries ont impérativement besoin. Nous voilà en Europe dépendant du gaz russe particulièrement et là on ne rigole plus.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Mais ce n'est pas tout. L'Ukraine, on le découvre aujourd'hui, n'est pas un pays sous-développé. Pas du tout. La voilà championne dans bien des domaines. Les céréales bien sûr mais aussi leader mondial des engrais. Alors non seulement, ils produisent du blé, du colza dont nous avons besoin mais ce sont eux aussi qui produisent les fertilisants que tous les paysans utilisent. Double dépendance si j'ose dire. Les Russes bombardent donc les silos de céréales et les terres arables rendant quasi impossible l'exportation vers les pays africains notamment en empêchant l'ensemencement pour la récolte future. Le secrétaire général de l'ONU parle de famine à venir et d'augmentation des prix du blé qui ne sera plus supportable et l'on sait à quoi peuvent

L'Histoire est en train de lever le tapis laissant apparaître des *« poussières »* que l'on a mis beaucoup d'énergie à cacher. Il est temps d'ouvrir les yeux et de reprendre une liberté d'action plus importante. Une indépendance totale n'est bien sûr pas la solution. Elle est d'ailleurs irréalisable. Il est aujourd'hui question de rééquilibrer les forces et de déterminer avec plus d'acuité les dangers et besoins futurs. Avec réalisme et efficacité. Sans tomber dans les excès. Bref savoir que l'on peut toujours valoriser son propre jardin tout en coopérant avec ses amis qu'il faut choisir avec soin…

On sait à quoi peuvent mener des famines, à des révoltes sociales et des guerres. Celle de Syrie a commencé comme cela.

mener des famines, à des révoltes sociales et des guerres. Celle de Syrie a commencé comme cela.

La souveraineté alimentaire, on parle aussi de sécurité alimentaire, est désormais au cœur des débats. Par peur de ne plus avoir assez à manger. Des initiatives parlementaires pleuvent un peu partout demandant une augmentation des surfaces cultivables pour produire davantage de céréales vitales chez nous. Voilà donc en deux ans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire en grande difficulté.

SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE

Vient s'ajouter un autre type de souveraineté aujourd'hui au centre des discussions : la souveraineté énergétique. La production d'électricité et sa distribution est aujourd'hui un enjeu existentiel pour les nations et pas seulement du point de vue climatique. Notre économie basée sur la technologie est mangeuse d'énergie. Mais elle ne tombe pas du ciel… Le gaz lui aussi est partout, dans nos maisons souvent et dans nos usines surtout. N'oublions pas le pétrole, le charbon, des énergies fossiles encore très présentes. Celui qui maîtrise les sources énergétiques a ainsi un pouvoir immense pour ne pas dire démesuré. On le voit avec l'interdépendance Russie et Allemagne. Elle qui imposait à la Grèce des souffrances économiques inouïes a ainsi quelques difficultés à se priver quand Poutine montre ses muscles…

SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

Il y a aussi et c'est nouveau la souveraineté numérique qui devient fondamentale à la défense de nos intérêts et de nos sociétés occidentales. La numérisation augmentant, la protection des données devient un enjeu et un défi. Voilà la création du secteur quaternaire.

Les cyberattaques mettent en danger nos infrastructures vitales, hôpitaux, administrations fiscales, industries, notre système démocratique, etc. La dépendance numérique auprès de grandes sociétés américaines ou chinoises nous place de facto en situation de faiblesse. Toute perte de souveraineté nous met en situation de faiblesse d'ailleurs. À nous de savoir doser nos dépendances. Le nœud du problème actuel.

Celui qui maîtrise les sources énergétiques a ainsi un pouvoir immense pour ne pas dire démesuré.

La dépendance numérique auprès de grandes sociétés américaines ou chinoises nous place de facto en situation de faiblesse. À nous de savoir doser nos dépendances. Le nœud du problème actuel.

Nouveau visage du Conseil d'État un basculement à droite tant attendu

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Il aura fallu dix ans pour que le centre-droite vaudois reprenne la majorité au Conseil d'État. Sous une forme que l'on n'imaginait pas encore il y a quelques mois avec l'apparition sur l'échiquier politique d'une jeune présidente du Centre qui se présentait aux électeurs sans parti en force de la soutenir.

Sans députés au Grand Conseil pour cette législature qui commence et sans groupe parlementaire nulle part. Rien n'était dès lors prévisible. L'UDC Vaud, troisième partenaire de cette alliance vaudoise, n'a toujours pas réussi à passer le cap de l'Exécutif. Et c'est pourtant avec les voix de ses membres que le basculement de la majorité a été possible. Sans l'UDC et son engagement sans faille dans cette campagne le Conseil d'État serait toujours à gauche. Il y a donc une déception dans cette victoire. Elle est même de taille. C'est bien sûr le moment de remercier son candidat **Michaël Buffat** d'avoir su si bien s'intégrer dans cette équipe gagnante, d'avoir su faire les compromis nécessaires. La mayonnaise a pris entre eux. Valérie Dittli, avec sa jeunesse et son caractère positif n'y est pas pour rien non plus. Mais voilà, la majorité bascule sans l'UDC qui restera une force active au Parlement. Une force qui comptera.

Cette victoire remet du baume au cœur au PLR Vaud qui s'est engagé corps et âme dans cette campagne. Un grand merci à toute l'équipe du Secrétariat général qui a mis les bouchées doubles pour obtenir ce succès. Merci à l'agence DO. Un grand bravo à nos deux conseillers d'État entrants. **Isabelle Moret** et **Frédéric Borloz** au Château, les *«petits nouveaux»* fort expérimentés sauront mettre leur talent politique au service des Vaudois. Ils connaissent les dossiers sur le bout des doigts. Il ne leur faudra pas beaucoup de temps pour endosser l'habit de conseiller d'État. C'est aussi ce qu'a vu notre électorat en leur faisant confiance dans les urnes.

Christelle Luisier, sauf surprise, sera donc la prochaine présidente du Conseil d'État. Nuria Gorrite doit passer la main…

Après la joie de la victoire, vient très rapidement le temps de prendre les choses en main. La présidence du Conseil d'État sera à n'en pas douter la première décision de la nouvelle majorité. **Christelle Luisier**, sauf surprise, sera donc la prochaine présidente du Conseil d'État. Nuria Gorrite doit passer la main… Si la non-élection de Cesla Amarelle est un choc émotionnel personnel difficile à passer pour elle, (comme l'a avec classe relevé Jacqueline de Quattro sur le plateau de *La Télé* le 10 avril) la perte de la présidence n'est pas simple humainement parlant. Rappelons-nous Pascal Broulis qui avait dû lui aussi remettre les clés à Pierre-Yves Maillard. La politique n'est pas un monde de bisounours…

Puis viendra la répartition des départements. Gagner ne signifie pas non plus renverser la table ; deux conseillères d'État sortantes ont fait d'excellents scores électoraux, passant devant nos candidats. Il faudra en tenir compte. C'est d'ailleurs ce qu'a expliqué le président Buffat sur le plateau de *Forum* le soir-même de l'élection. *«Il faut continuer de pratiquer un consensus dynamique»* dira-t-il clairement. La présidente socialiste n'avait quant à elle pas du tout le même ton. L'amertume du moment ou la volonté de confrontation systématique durant la législature ?

Comment se feront les majorités au Grand Conseil où les députés de l'Alliance vaudoise ne sont pas majoritaires à eux seuls ? Le talent de négociation, le comportement, l'ouverture d'esprit des uns et des autres fera basculer la balance. L'ambiance dans un Exécutif comme dans un Parlement peut changer le cours des choses.

Il faudra aussi se mettre d'accord sur un programme de législature. Une chose est sûre, nous aurons dans le canton de Vaud un Conseil d'État de qualité. Tout sera mis en place pour que son bilan dans cinq ans soit excellent. Nous avons les bonnes personnes aux bonnes places… Encore bravo à cette nouvelle équipe ! Et bonne chance…

Deux nouveaux conseillers nationaux

Si la victoire de nos candidats au Conseil d'État a bousculé la majorité du Conseil d'État vaudois, il n'est pas sans conséquences sur le Conseil national. Isabelle Moret et Frédéric Borloz, tous deux conseillers nationaux ont ainsi quelques semaines pour prendre congé de leurs collègues parlementaires à Berne. Sûr qu'ils sauront le faire avec toute la convivialité qu'on leur connaît.

Les places et fauteuils d'élus ne restent jamais vides longtemps. Isabelle et Frédéric préparent d'ores et déjà la place à ceux qui vont leur succéder: **Daniel Ruch** et **Alexandre Berthoud**. Deux députés brillamment réélus en mars dernier. On ne sait pas encore s'ils vont renouveler leur mandat de député. Affaire à suivre...

PORTRAITS

Daniel Ruch, syndic de Corcelles-le-Jorat depuis 2008, député au Grand Conseil pendant deux législatures et qui vient d'être réélu pour une troisième avec un score qui ne peut faire que des jaloux dans le canton… Brillantissime Daniel… Le voilà donc plébiscité dans sa région, aimé de ses collègues de parti mais pas seulement. Daniel disait avoir peur de ne pas être réélu… Le trac de l'artiste sans doute.

Daniel Ruch est une de ces personnalités attachante, spontanée, pleine de bon sens et de bienveillance. Un de ces hommes à qui l'on donne sa confiance car on sait qu'il ne la trahira pas. Un élu sincère, qui s'engage pour des causes qui lui sont chères, qui aime son pays, son terroir, un entrepreneur du bois qui sauvegarde notre territoire, nos forêts. Le voilà bientôt à Berne à représenter le canton de Vaud. Il en est fier et il a bien raison. Il représente cette bonhommie toute vaudoise qui fait souvent merveille outre-Sarine. Il aime les gens. Mais pour lui, le travail va commencer car Berne, ce n'est pas du gâteau…

Alexandre Berthoud, vice-président du PLR Vaud depuis 2018, député au Grand Conseil pendant deux législatures, a été réélu pour une troisième. Grand connaisseur des finances, il fut d'ailleurs quelques années président de la très importante commission cantonale des finances (COFIN), Alexandre Berthoud sait de quoi il parle quand il s'agit tout particulièrement d'économie, d'emploi, de développement. Un banquier est généralement bien informé… Soucieux de maintenir une cohésion entre la ville et la campagne, soutien des sociétés locales, le voilà désormais conseiller national. Rappelons son engagement sans faille au Grand Conseil à qui il a tant donné, tout particulièrement lors de la crise sanitaire où il a joué un rôle fondamental de lien entre exécutif et législatif dans un moment où les institutions étaient un peu bousculées. Il voulait être conseiller d'État, il sera conseiller national. Un bel avenir s'ouvre ainsi à lui. Il va rejoindre une belle équipe. Il a toute sa place à Berne. Il y fera du bon boulot… FG

Rémy Jaquier renonce à son mandat national

Mais il y a toujours quelques surprises en politique. Ce fut le cas ici car **Rémy Jaquier**, en qualité de deuxième *« viennent-ensuite »* aurait dû entrer au Conseil national. Il a finalement renoncé pour des raisons personnelles à son entrée en fonction laissant la place à notre vice-président de parti Alexandre Berthoud. Rémy Jaquier, député sortant, en fonction pendant trois législatures au Parlement cantonal (qui fut aussi président du Grand Conseil), ancien syndic d'Yverdon, est une personnalité politique et humaine de grande qualité qui a décidé de se désister et de renoncer ainsi à tout mandat électif. On ne peut que le remercier d'avoir été un élu si compétent et si engagé durant tout son parcours politique. Il va sans aucun doute beaucoup nous manquer… FG

Alain Bovay

Christine Chevalley

Philippe Cornamusaz

Nicolas Croci Torti

Daniel Develey

Jean-Marc Genton

Rémy Jaquier

PRENONS CONGÉ DE NOS 18 DÉPUTÉS QUI N'ONT PAS RENOUVELÉ LEUR MANDAT

Les élections cantonales se font en deux temps. Tout d'abord l'élection du Parlement avec le renouvellement de ses 150 représentants puis un deuxième tour pour finaliser la composition du Conseil d'État. Ces deux étapes étant maintenant passées et les bonheurs des succès pour notre parti fêtés dignement, est venu le temps de dire merci et de prendre congé des députés qui n'ont pas désiré renouveler leur mandat électif cantonal. Sans oublier les élus malheureux qui n'ont pas retrouvé leur siège.

Dix-huit députées et députés PLR ont ainsi quitté l'arène politique vaudoise. Parmi eux, des personnalités qui auront marqué le parti et le canton par leur engagement sur la durée sur des causes de la formation, de la santé publique, de la recherche, du soutien au monde paysan, à la problématique liée à l'autonomie communale, la restauration, le tourisme, des défenseurs de l'entreprise, de la sécurité et bien d'autres. Plusieurs syndics et municipaux qui apportaient cette double vision de la politique de proximité. Quelques grands tribuns qui suscitaient l'attention de l'auditoire tous partis confondus, qui savaient convaincre et retourner un Parlement. Des députés expérimentés, respectés de leurs adversaires dont les initiatives, postulats et motions ont apporté de réelles améliorations à la cohésion sociale, au développement économique qui défendaient haut et fort nos valeurs de liberté, de responsabilité. Quelques entrepreneurs de talent qui ont défendu l'esprit d'entreprise, les emplois. Quelques plumes aussi qui savaient jouer des mots avec humour ou parfois un brin polémiste. Ils avaient leur place dans TRIBUNE. Bref de nombreux députés de talent dont nous pouvons être fiers. Ils se reconnaîtront… Alors MERCI les amis…
Profitons de ce dossier EC 2022, suite et fin pour les mettre à l'honneur, par ordre alphabétique pour ne pas faire de jaloux… FG

Catherine Labouchère

Stéphane Masson

Claude Matter

Daniel Meienberg

Gilles Meystre

Bernard Nicod

Stéphane Rezso

Pierrette Roulet-Grin

Eric Sonnay

Pierre Volet

Philippe Vuillemin

GROUPE PLR
Le vote et la manière

par Nicolas Suter,
député, vice-président
du Groupe PLR au Grand Conseil

L'année parlementaire est faite de passages obligés : budget, comptes, rapports des commissions de surveillances et travail de fond sur des projets de lois. Avec cela et malgré le fait que nous soyons le canton dépositaire du *« bon sens »*, on n'échappe pas de temps à autre à quelques débats fleuves sur des sujets aussi divers et variés que le langage épicène, les repas végétariens et la largeur des bandes cyclables.

Une fois par législature, le Grand Conseil se penche sur son fonctionnement et débat de son organisation pour les cinq prochaines années, il s'agit en particulier de définir le nombre et le périmètre des commissions thématiques. Ces commissions permanentes sont celles qui traiteront en priorité les objets parlementaires ciblés sur une thématique, par exemple la santé, les affaires extérieures ou encore les infrastructures liées au transport. Peu importe le nombre de ces commissions, la question de fond est de savoir si les députés sont appelés à être des spécialistes d'une thématique ou s'ils sont des généralistes représentants des Vaudoises et des Vaudois.
Le Parlement fédéral ainsi que plusieurs cantons ont fait le choix de renoncer à nommer des commissions ad hoc, constituées pour le traitement d'un seul objet, afin de privilégier le fonctionnement plus efficace des commissions permanentes.
Notre canton, nanti de son bon sens désormais légendaire, navigue sur une voie médiane, demandant aux députées et députés de garder une vision large des problématiques, tout en permettant à quelques sujets nécessitants un suivi particulier d'avoir leur commission permanente dédiée. Tous les cinq ans le Grand Conseil remet l'ouvrage sur le métier, ce fut le cas ce mois de mars et les débats ont été à la hauteur de l'enjeu grâce au Groupe PLR.
Le choix mis en consultation proposait quelques adaptations, principalement la fusion de la commission des grâces avec celle des pétitions et la création de deux nouvelles commissions : *« formation »* ainsi que *« énergie et environnement »*. Ce qui aurait pu être un débat stérile entre partisans du *« tout aux commissions thématiques »* et leurs détracteurs a finalement été un débat de fond très intéressant.
Tout a commencé au sein du Groupe PLR qui a longuement débattu de ce projet en interne. Des voix ont mis en avant les spécificités propres des grâces et des pétitions, refusant ainsi une fusion qui n'avait de sens que sur le papier, d'autres ont mis en lumière les risques que pouvait comporter une commission *« énergie et environnement »* si son périmètre n'était pas clairement explicité. Ces délibérations internes au groupe ont porté leurs fruits dans le débat au plénum du Grand Conseil, amenant ce dernier à refuser la fusion des grâces et des pétitions et clarifiant le périmètre de la commission énergie et environnement.
Le Groupe PLR est influent dans les votes au Grand Conseil en tant que premier parti du canton et il le fait avec la manière, en amenant une sensibilité large de sa représentation et sa connaissance du fonctionnement de nos institutions.

On n'échappe pas de temps à autre à quelques débats fleuves sur des sujets aussi divers et variés que le langage épicène, les repas végétariens et la largeur des bandes cyclables.

publicités

d'Silence acoustique sa
A l'écoute de votre silence
Acoustique des salles, du bâtiment, de l'environnement
021 601 44 59
www.dsilence.ch

Machines-Services – Bernard Thonney

Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailleuses, machines viticoles et communales.
Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machinesservices.com

Valoriser et revaloriser nos ressources

Jean-Luc Bezençon

La crise alimentaire provoquée par la situation en Ukraine nous amène à nous interroger sur notre capacité d'approvisionnement en denrées alimentaires en suffisance. À ce sujet, de nombreux pays en Europe ont choisi la voie du développement de leur production indigène pour pallier le potentiel manque pour leur population. Dans cette perspective, notre député **Jean-Luc Bezençon** a déposé une résolution acceptée par le Grand Conseil qui vise à demander au Conseil fédéral d'agir en la matière pour assurer notre sécurité alimentaire. Le député PLR propose notamment la valorisation de près de 20 000 hectares pour des pratiques culturales assurant la production de denrées alimentaires. Cette disposition temporaire s'accompagnerait de l'autorisation provisoire d'utiliser des protéines animales pour l'alimentation de certaines catégories du bétail suisse (étant entendu que plus de trois quarts du tourteau de soja sont importés d'Ukraine). D'autres mesures visant à stimuler et encourager notre production permettant de nourrir notre population compléteraient le dispositif. Pour anticiper la crise alimentaire qui s'annonce, la planification agricole doit être pensée dès aujourd'hui en incluant la valorisation de tous les espaces disponibles pour sécuriser de manière concrète et responsable notre auto-approvisionnement.

Carole Schelker

Pierre Volet

Après la valorisation des espaces, nos députés PLR se sont penchés sur la valorisation des déchets. En effet, dans le canton de Vaud, près de 3 millions de mètres cubes de déchets de chantier sont déposés en décharge ou en gravière chaque année. Ces matériaux d'excavation et de percement ont pourtant un vrai potentiel de recyclage et de valorisation qui n'est pas assez exploité aujourd'hui. On constate en outre que les exigences fédérales en la matière ne sont en réalité que partiellement mises en œuvre, et que les plans d'élimination des déchets de chantiers ne sont pensés que trop tard (le permis de construire n'est par ailleurs pas conditionné par la délivrance d'un tel plan). Nos députés PLR ont par conséquent porté une proposition par le biais du groupe thématique parlementaire concerné présidé par **Carole Schelker**, et sous la plume de **Pierre Volet**, pour remédier à cette situation. Ils demandent la mise en place d'un système incitatif auprès des maîtres d'ouvrage pour améliorer le recyclage des matériaux d'excavation et de percement. Le respect des filières d'élimination des déchets serait contrôlé grâce à un système de suivi performant qui ne devrait pas peser financièrement sur les autorités communales concernées. Ces mesures prometteuses permettraient ainsi de promouvoir une exploitation durable de nos matières premières naturelles.

AGENDA

Save the date !

PLR Vaud

Congrès cantonal
Mercredi 22 juin, Saint-Légier

Brunch annuel
Organisé par les JLRV
Dimanche 28 août
Aran, Ferme Haenni

Université d'été
Samedi 10 septembre
Pully (Gastrovaud)

Souper de soutien des 10 ans du PLR Vaud
Jeudi 10 novembre
Vevey, salle del Castillo

Votations fédérales

Dimanche 15 mai

Prochaine parution
Mercredi 25 mai 2022

Délai rédactionnel
Lundi 16 mai 2022

Un seul slogan :
abonnez-vous à TRIBUNE...

UNE JEUNESSE MOTIVÉE ET ENGAGÉE

par Maxime Meier,
président des JLRV, municipal

Depuis de nombreuses années les Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois participent activement à la vie de notre parti mais également à la vie politique vaudoise.

Durant la dernière législature, nous avons eu l'occasion de déposer plusieurs objets impactant directement la vie des Vaudoises et Vaudois. L'objet qui me tient le plus à cœur est la motion, déposée récemment avec Florence Gross, visant à introduire une *«JOM Oser Voter»* dans l'école vaudoise. Une journée qui permettrait aux élèves de 10 et 11P d'échanger avec des élus communaux, cantonaux et fédéraux. Le Grand Conseil traitera prochainement cette motion.

Cependant nous ne nous sommes pas arrêtés là, nous avons lancé avec succès une initiative populaire cantonale qui a abouti récemment avec 15000 signatures pour alléger (enfin) la facture fiscale de la classe moyenne. Nous comptons des centaines de membres dans l'entier du Canton et avons également dans nos rangs 4 municipaux et plus de 35 élus communaux. Nous avons pu lors des dernières élections cantonales présenter au minimum un jeune dans presque chaque arrondissement. De plus, de nombreux JLRV participent également activement dans les organes et dans les commissions de notre parti. Nous participons activement lors de débats en lien avec les votations fédérales. À titre d'exemple, nous nous engageons avec vigueur contre la loi Netflix le 15 mai prochain, une loi qui vise à créer injustement de nouvelles taxes.

Ce sont de très beaux signes qui démontrent tant une activité sans faille de notre jeunesse que sa force de proposition.

Néanmoins, nous ne pouvons rester sur nos acquis. De nombreux défis sont à venir pour les prochaines années – avec en ligne de mire – les élections fédérales de 2023 où les Jeunes Libéraux-Radicaux Vaudois auront à cœur d'y jouer un rôle crucial surtout auprès des jeunes électeurs. Nous sommes également très sensibles au recrutement et à partager les valeurs qui font de nous des membres PLR. Nous tentons de toucher toutes les générations, y compris par de nouveaux canaux. En effet, nous sommes par exemple la seule jeunesse vaudoise à être sur TikTok.

De nombreux défis que je me réjouis de voir relevés par un nouveau comité avec une nouvelle présidence. En effet, après plus de quatre ans au sein du Comité des JLRV, j'ai décidé de me retirer de la présidence afin de donner la possibilité à une nouvelle génération de Jeunes Libéraux-Radicaux d'émerger. Je profite de l'occasion pour vous remercier infiniment pour votre soutien indéfectible en faveur de notre jeunesse et me réjouis de vous revoir prochainement.

Ensemble, avec nos centaines d'élus communaux, 50 députés, 3 conseillers d'État, 6 conseillers nationaux et conseiller aux États, faisons triompher notre parti et nos idées !

Après plus de quatre ans au sein du Comité des JLRV, j'ai décidé de me retirer de la présidence afin de donner la possibilité à une nouvelle génération de Jeunes Libéraux-Radicaux d'émerger.

Recommandations JLRV pour les prochaines votations fédérales

NON à la Lex Netflix

OUI à la loi sur la transplantation

OUI à Frontex – développement des acquis Schengen

CONTINUEZ DE NOUS SUIVRE

Instagram
instagram.com/plrvaud/

twitter.com/PLR_VD
@PLR_VD

facebook.com/PLR.LiberauxRadicauxVaudois/
@PLR.LiberauxRadicauxVaudois

LinkedIn
Page Linkedin
PLR.Libéraux-Radicaux Vaud

QUEL PRIX POUR L'HUMANITÉ ?

par Fabienne Guignard

La guerre en Ukraine, impossible de la passer sous silence. On la vit en direct. Boutcha, Marioupol, les bombardements incessants, les assassinats, les viols, les destructions totales des villes. L'horreur personnifiée.

La guerre est à nos portes et même si les alliés occidentaux n'ont pas encore mis les pieds sur le territoire ukrainien, ils y sont par le nombre d'armes, de toutes sortes, livrées à Kyiv et par les nombreuses démonstrations de soutien des gouvernements et des opinions publiques. De fait ne sommes-nous pas déjà en guerre ? Et cela questionne sur notre courage et notre humanité à lutter contre l'agresseur.

Les pays démocratiques ont trouvé une rhétorique imparable pour ne pas s'engager totalement : éviter la *« cobelligérance »* pour ne pas rentrer officiellement en guerre contre la Russie. Une ligne rouge *« inventée »* pour la circonstance car dans d'autres pays, les mêmes alliés ont été moins regardants pour intervenir militairement. L'Occident a peur de Poutine. Il aide à distance, sans jamais se mettre en danger et par des sanctions économiques importantes mais pas suffisantes pour anéantir le financement de la guerre. Voilà donc nos valeurs ? La lâcheté et nos intérêts économiques ? Les chancelleries sont placées devant la réalité de leur politique passée et actuelle. Au nom des inconvénients causés par un embargo, certaines préfèrent laisser les Ukrainiens se faire massacrer. D'autres sont prêtes à défendre leurs valeurs quel que soit le prix. Renoncent au gaz russe, remettent en question leur neutralité en demandant d'entrer dans l'OTAN. Un changement de cap courageux de premier ordre.

Le monde occidental a livré en nombre des armes dites défensives, les voilà offensives aujourd'hui. Un pas a été franchi. Mais les mots sont parfois importants pour justifier ou non une forme d'hypocrisie ou d'engagement. Les Anglo-saxons sont en train de prendre le leadership en Ukraine. Espérons que l'Union européenne, maintenant que le président Macron est réélu, reprennent une place que l'Histoire retiendra comme courageuse. Elle était bien partie en début de conflit… Sacré défi pour la défense de l'humanité.

C'est dans les crises que les personnalités se confirment. Zelenski n'était qu'un humoriste dont on se moquait, il vient d'entrer dans l'Histoire comme un héros, un patriote et un défenseur des valeurs démocratiques. Sacrée leçon pour l'UE qui n'est pas encore à la hauteur de l'événement même si elle essaie…

N.B. : Merci à notre chroniqueur Pierre Schaeffer, économiste et féru d'histoire, qui se charge de nous rappeler l'histoire des peuples dans sa rubrique « Dans le monde ».

publicité

www.confort-lit.ch
Confort-lit
DEPUIS 1989

Qualité & confort de vie

Av.de Grandson 60
Yverdon-Les-Bains
024 426 14 04

Rue Saint-Martin 34
Lausanne
021 323 30 44

33 ans

Votre partenaire qualité et confort en **ameublement & literie**

Guerre à l'est

par Pierre Schaeffer

La guerre en Ukraine est entrée dans sa huitième semaine qui s'ouvre sur une nouvelle offensive russe sur le Donbass, destiné à être annexé à la Russie comme le fut la Crimée en 2014. *« L'opération spéciale »* se poursuit pour mieux dissiper tout effet de surprise, celle de l'Europe qui, au contraire des États-Unis, ne l'avait pas prévue, celle de Poutine qui n'avait pas mesuré l'ampleur de cette campagne et spéculait sur une guerre éclair.

Aujourd'hui, les buts de guerre russes sont à la fois réévalués et plus conformes à la géopolitique tsariste. Ce sont les leçons de la guerre qui ont incliné Poutine à plus d'humilité. Le premier constat, en termes militaires, est en effet celui de la relative faiblesse de l'armée russe, à la fois intrinsèque et face à ses adversaires ukrainiens. C'était déjà le cas en août 1914 quand l'armée russe affrontait en Prusse orientale l'armée allemande.

Les premières semaines de guerre ont permis de réduire la jauge du potentiel de défense russe tel qu'il était estimé par l'OTAN, à l'époque du Pacte de Varsovie. La forte présence d'unités blindées et mécanisées n'a pas évité un taux élevé de destruction par l'armée ukrainienne, dotée de moyens antichars performants livrés par l'Ouest. Et c'est pour les mêmes raisons que les Ukrainiens ne réclament plus une zone d'exclusion dans leur ciel. On a vu surtout une faible articulation des progressions de chars et des troupes d'infanterie, peu entraînées, mal commandées et victimes de pertes importantes, en particulier au sommet de la hiérarchie. On a vu aussi les défaillances logistiques d'une armée dont les troupes sont privées de ravitaillement en vivres, carburants et munitions. On a vu enfin la perte du croiseur *Moskva* qui a ajouté la marine au piètre bilan de l'armée russe.

Pour ces raisons de faiblesse intrinsèque, l'occupation du territoire ukrainien a obéi à des expédients qui sont ceux de la terreur sur la population civile. La preuve en a été apportée par les charniers découverts dans la périphérie de Kiev et dans les autres régions occupées par l'armée russe, qui renvoient aux exécutions de masse commises par l'armée allemande après l'invasion de la Russie en 1941.

La stratégie de l'armée russe est celle de la Wehrmacht.

La stratégie de l'armée russe est celle de la Wehrmacht. Les divisions blindées déferlaient sur les plaines d'Ukraine, mais étaient accompagnées par une infanterie nombreuse, bien instruite et bien armée. C'est progressivement le char *T34* russe qui s'imposera face au *Panther* allemand. Mais le régime de terreur sur la population sera hérité des techniques allemandes d'occupation du terrain conquis et l'on a vu en périphérie de Kiev des crimes de masse qui évoquent ceux de l'armée allemande, suivis d'enquêtes d'identification des cadavres, comme à Katyn, en 1941. On observe actuellement l'évolution de la composition des unités russes, qu'il s'agisse de la Garde de Poutine ou des supplétifs venus des confins de la Russie, Tchétchénie ou Mongolie. L'armée allemande utilisait déjà les mêmes supplétifs baltes, voire ukrainiens en 1941-1945.

Finalement, la guerre en Ukraine vérifie une pesanteur géopolitique lourde, celle de la porosité historique de la Russie et de l'Allemagne qui durera tout le XIXe siècle, tant sur le plan militaire qu'économique. Sur le terrain militaire, la stratégie de l'état-major russe est celle de l'Allemagne au XXe siècle, et sur le plan économique, la dépendance de l'Allemagne à l'égard des fournitures russes, énergétiques surtout, reste entière, voulue par Angela Merkel.

Cette guerre de conquête voulue par Poutine a démontré ce que l'on aurait dû savoir à l'Ouest depuis longtemps. C'est d'abord la faiblesse de l'armée russe qui a toujours trouvé sa force dans le nombre plutôt que dans la cohésion et dans le commandement. C'est ensuite la Russie de Poutine qui, comme celle de Catherine II, conserve les mêmes pesanteurs historiques, la maîtrise des mers du Sud, mer Noire et mer d'Azov. C'est fait pour la seconde. C'est en cours pour la première, si l'armée russe s'empare d'Odessa. Le tsar Nicolas Ier qui a perdu la guerre de Crimée au XIXe siècle devra renoncer au passage des navires russes dans les détroits. Ce sera la plus grande humiliation russe, jamais oubliée par Poutine.

Pour votre publicité dans
TRIBUNE
urbanic
Régie publicitaire
Chemin de Sous-Mont 21
1008 Prilly
info@urbanic.ch
Tél. 079 278 05 94

ANTONY BLINKEN PARFAIT POUR REMPLACER ALEXIS...

par Fabienne Guignard

À suivre avec passion l'évolution du monde par écran TV et réseaux sociaux interposés, il me vient parfois l'envie de me dire (ah si j'étais plus jeune…) que faire pour la vivre en vrai. Rêve, utopie ? Une solution, devenir soi-même un leader politique de haut niveau, mais franchement faut avoir le niveau… ou épouser un leader de haut niveau. Solution moins flatteuse mais très efficace. Pour cela il faut tout de même un peu de chance pour le rencontrer et qu'il tombe amoureux. C'est pas gagné mais c'est possible… Après réflexion, être ministre ou le grand amour d'un ministre des affaires étrangères ferait tout à fait l'affaire. Soyons fous…

En général ces ministres-là sont plutôt cultivés, les plus performants usant de leur charme naturel autant que de leur intelligence aiguisée pour arriver à leurs fins et d'autres moins diplomates plus enclins à pratiquer la force, les pressions et les menaces. Très américain comme concept. Même s'il arrive parfois d'être américain et subtil…

Le secrétaire d'État américain justement, c'est son titre officiel, est, dans mon cas, le plus attrayant pour réaliser ce rêve. D'abord il voyage beaucoup, beaucoup plus que ses collègues étrangers. Il voyage dans les meilleures conditions. Un super gros avion, un mini *Air Force One* tout de même, car il ne voyage jamais seul, avec tout le confort. Un fauteuil confortable pour travailler à son bureau, tout équipé, ou faire une petite sieste avant ou au retour d'une séance. Une vraie chambre à coucher avec salle de bain. Puis sur place, il ne réside que dans les suites des plus beaux Palaces ou les résidences des ambassades qui sont généralement assez somptueuses. Le seul inconvénient, il ne reste jamais longtemps sur place. Pas le temps de souffler et de s'habituer. Pour faire ce métier, il ne faut pas être routinier… C'est un vrai stress…

Imaginez la logistique nécessaire, car il est en perpétuelle représentation. Coiffure toujours impeccable, le cheveu gras serait du plus mauvais effet. La chemise repassée nickel, la cravate de bon ton, le costume changé tous les jours et des chaussures confortables car il y a beaucoup de visites à faire…

Après Dominique de Villepin en son temps, me voilà tentée par Antony Blinken, le très élégant et raffiné secrétaire d'État de l'ami Joe.

Bref scruté de la tête au pied, il s'agit d'avoir un peu d'élégance… et des valises bien remplies... mais jamais sous les yeux…

Pour occuper ce poste, il faut aimer les voyages, les décalages horaires, bien supporter le jet-lag, apprendre à faire des mini-siestes pour se requinquer entre deux réunions, apéritifs ou repas officiels. Sans cela vous êtes mort… Donc en résumé, il faut avoir une bonne condition physique et avoir plaisir à manger. Sans pour autant se goinfrer… En effet, le secrétaire d'État américain quand il vient voir un président, on lui met les petits plats dans les grands. On lui fait découvrir les spécialités locales, parfois surprenantes (on a bien fait manger une fondue à Jinping…). Et puis quand on est ministre des affaires étrangères, on visite de très beaux lieux, les palais présidentiels, les musées. Bref, il faut apprécier l'urbanisme, l'architecture et la décoration d'intérieur. Il y a quelques intérieurs somptueux raffinés. Surtout en Orient ou chez le roi de France…

Eh bien pour revenir à la réalité, il se trouve que j'ai peut-être trouvé mon nouveau chouchou. Après Dominique de Villepin en son temps, me voilà tentée par Antony Blinken, le très élégant et raffiné secrétaire d'État de l'ami Joe. La classe personnifiée, une éducation sans faille et qui parle un français parfait, lui qui a fait son bac avec mention dans un lycée parisien. C'est un vrai francophone mais pas forcément très francophile. Il est surtout et d'abord américain. Mais tant pis, je ne peux pas faire la difficile avec mes chouchous, ils ne peuvent pas être parfaits à 100 %. Il me fallait déjà en trouver un. Mais là, pour encore trois ans, je tiens un bon spécimen. Il me fallait d'abord l'observer mais franchement je le trouve très séduisant, très charmant. Et pour une fois, ce n'est pas un petit jeune. Il en faut pour tous les goûts. Voilà mon Antony très fringant pour ses 60 ans. Un petit bélier pour défendre l'Ukraine, ça me plaît assez. Vous m'en direz des nouvelles car je vais souvent vous en parler…

publicité

HOTEL BELLERIVE
★ ★ ★
Idéal pour tous vos séjours
et ceux de vos connaissances
Vue imprenable – Parking assuré
Fitness, Sauna, Hammam

BAR PUB « LE 99 »
Av. de Cour 99, 1007 Lausanne
Tél. +41 21 614 90 00
www.hotelbellerive.ch
info@ hotelbellerive.ch